



**MAUSSANE
LES ALPILLES**

N°2022/011

ARRÊTÉ

AUTORISATION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL. Avenue de la Vallée des Baux, au niveau du n°80, dans le cadre de travaux de maçonnerie. Le lundi 17 janvier 2022.

Le Maire de **MAUSSANE LES ALPILLES**,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2212-1, L2212-2, L2212-5 et L2213-1,
- Vu le Code de la Route et notamment ses articles R411-21-1 et R411-25,
- Vu l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- Vu l'ensemble des arrêtés municipaux portant réglementation de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Commune,
- Vu la demande présentée par Madame QUENIN, visant à être autorisée à faire stationner le véhicule immatriculé EJ 091 BW, sur le domaine public, avenue de la Vallée des Baux, au niveau du n° 80, dans le cadre de son chantier de maçonnerie,
- **Considérant** qu'il y a lieu de garantir la sécurité publique,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Madame QUENIN, est autorisée à faire stationner le véhicule immatriculé EJ 091 BW, sur le domaine public, avenue de la Vallée des Baux, au niveau du n° 80, dans le cadre de son chantier de maçonnerie, le lundi 17 janvier 2022.

Article 2 : Au terme de l'autorisation, le permissionnaire devra impérativement enlever tous matériaux et objets et rétablir la voie publique et ses dépendances dans leur état initial.

Article 3 : La Police Municipale et Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame QUENIN,
- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence,
- Madame le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers de la Vallée des Baux,
- La Police Municipale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques.

Maussane les Alpilles le 14 janvier 2022

Le Maire,

Jean-Christophe CARRÉ

Délai et voie de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (22-24 rue Breteuil 13281 Marseille cedex 6) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'Etat